

RAPPORT N°2023/1-13
Au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 23 février 2023

OBJET : FRANCE SERVICES BEAUSEJOUR : VERSEMENT D'UNE SUBVENTION D'EXPLOITATION A LA VILLE DE SAINTE MARIE

Ce projet s'inscrit dans l'engagement 16 : Conforter le soutien aux personnes en difficultés de l'axe 6 : S'orienter vers un développement humain ambitieux.

La Maison des Services constitue un élément incontournable pour conforter et/ou développer le secteur des services sur le territoire, proposer un outil d'animation territoriale et un lieu unique de proximité. Véritable dynamique de partenariat local, elles répondent également à une logique de mutualisation.

Sur la base d'un diagnostic territorial mené par un groupe de travail composé d'acteurs locaux et d'institutionnels, le quartier de Beauséjour a été identifié pour recevoir une Maison de Services. En effet, malgré de nombreux atouts, Beauséjour a un caractère particulier par son contexte social, marqué par la densité urbaine, les problématiques de grands ensembles et la carence en équipements et services publics. A ce titre, dans le cadre de la Politique de la Ville, Beauséjour n'est pas qualifié "Quartier Politique de la Ville" mais Territoire en "Veille". Une vraie politique d'accompagnement et d'offre de services est à déployer. L'Etat a accordé un poste d'Adulte Relais pour intervenir sur des missions d'accompagnement des habitants et de prévention auprès de la jeunesse.

Aussi, au vu du constat, il est important de **doter ce quartier de services essentiels comme un ensemble de services publics, un espace de rencontre pour les associations et un service de sécurité de proximité.**

Lors du Conseil de la Communauté du 26 septembre 2019, une convention entre l'intercommunalité et ses Communes membres a été validée afin de fixer les responsabilités, les missions et rôles de chacun. Au vu de la nécessité d'implanter ces maisons de services, cette convention s'est faite sous l'égide de l'article 5215-27 du CGCT permettant de confier, sur une durée limitée, à l'Intercommunalité par les communes membres "la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de leurs attributions".

La convention relative à la mise en œuvre des Maisons de services sur le territoire Nord du 30 juin 2020 précise que **la CINOR crée la Maison de services de Beauséjour dont l'exploitation est assurée par la Ville de Sainte Marie.**

Par courrier en date du 19 mai 2022, le Préfet a procédé à la **labélisation en « France Services »** de la Maison de services de Beauséjour ce qui assure une qualité de service à l'usager. Parallèlement, cette labellisation s'accompagne de l'octroi à la CINOR, en sa qualité de chef de file sur le dispositif, **d'une subvention de 30 000€ par an.**

Afin de contribuer à l'exploitation de la Maison de services de Beauséjour assurée par la Ville de Sainte Marie, il est proposé au Bureau :

- De reverser cette subvention **de 30 000€**, inscrite à la section Fonctionnement du Budget, **au titre de l'année 2023**, à la Ville de Sainte Marie,
- D'autoriser le Président à signer la convention jointe en annexe du présent rapport et à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20230223-BC2023-1-13-DE
Date de télétransmission : 03/03/2023
Date de réception préfecture : 03/03/2023

**DECISION N°2023/1-13
du Bureau de la Communauté
en séance du 23 février 2023**

**OBJET : FRANCE SERVICES BEAUSEJOUR : VERSEMENT D'UNE SUBVENTION D'EXPLOITATION A LA VILLE
DE SAINTE MARIE**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L. 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2023/1-13 du Président

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'attribuer une subvention d'un montant de 30 000€ à la Ville de Sainte Marie pour l'année 2023

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à signer la convention d'attribution ainsi que tous les actes y afférents.

Nombre de votants : 15
Suffrages exprimés : 15
Vote pour : 15
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

03 MARS 2023

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20230223-BC2023-1-13-DE
Date de télétransmission : 03/03/2023
Date de réception préfecture : 03/03/2023